



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 30 janvier 2016

Un ravalement de façade et ça repart ?

Valls, défait aux primaires socialistes, est obligé de ravalier son arrogance. La veste électorale d'un ex-Premier ministre qui a imposé tant de mauvais coups contre le monde du travail, à commencer par la loi El Khomri, est amplement méritée, et c'est probablement ce qu'ont voulu dire ceux qui se sont déplacés dimanche dernier pour le battre. Mais le PS, en choisissant Hamon comme candidat, va-t-il réussir à faire oublier que celui-ci a participé à ce gouvernement pendant deux ans ? Rien n'est moins sûr.

Du neuf avec du vieux

Hamon se présente, sans rire, comme le candidat du renouveau. Cela fait 30 ans qu'il fait sa carrière politique au PS. Il a tout accepté et défendu, y compris les 40 milliards d'euros annuels offerts sous différentes formes au patronat, sous prétexte de compétitivité. Hamon reproche à Hollande et Valls de ne pas avoir respecté leurs promesses électorales.

Lui-même n'a pas tenu plus que les autres la promesse de 60 000 créations de postes dans l'Éducation nationale quand il était en charge de ce ministère. Croit-il qu'on va oublier tout cela avec un peu de poudre de perlimpinpin sur le « revenu universel » ?

Pour un revenu universel... mais à 5 000 euros mensuels pour tous !

D'ailleurs, qu'y a-t-il derrière cette proposition défendue par Hamon ? Une idée qui consisterait à allouer à chacun une somme fixe, indépendamment de ses autres revenus ou de tout critère social.

Cette idée est aussi défendue par certains à droite. Fillon a même commencé à l'appliquer à sa propre épouse, payée 5 000 euros à ne rien faire !

Reste que derrière cette proposition certains voient l'occasion d'en finir avec toutes les prestations sociales et de baisser les salaires.

Surtout, Hamon ne défend rien d'autre que la résignation face au chômage de masse. Les travailleurs n'ont pas besoin de l'aumône de l'État, ils ont besoin qu'on mette un coup d'arrêt aux licenciements et aux suppressions de postes, et qu'on partage le travail entre tous. Ce qui signifierait se mobiliser pour l'imposer au patronat.

Hamon se prépare-t-il à un tel rapport de force ? Certainement pas !

Le groupe Vivarte vient d'annoncer un plan de 2 000 licenciements. Que propose Hamon aux licenciés ? Toucher le maigre « revenu universel » de 750 euros... à la fin de son mandat, s'il est élu ?

L'organisation sociale capitaliste est bel est bien absurde : d'un côté, ceux qui ont un emploi doivent travailler de plus en plus longtemps ; de l'autre, des millions d'entre nous sont privés d'emplois et vivent avec leurs allocations. Il faut baisser le temps de travail sans perte de salaire jusqu'à résorption totale du chômage.

Non à la résignation

Hamon n'est pas le seul à prêcher la résignation aux travailleurs. Le Pen nous veut résignés à voir le patronat faire sa loi et occupés à nous diviser entre nous. Fillon et Macron nous veulent résignés à voir les quelques limitations légales à l'exploitation disparaître. Mélenchon veut nous voir rester sagement à notre place d'électeurs, en nous contentant de l'envoyer croiser le fer nationaliste à Bruxelles. Une politique déjà testée en Grèce par son ami Tsipras : aujourd'hui, c'est ce dernier qui met en place les plans d'austérité.

Seule l'extrême gauche révolutionnaire, représentée par Nathalie Arthaud et Philippe Poutou, dit qu'il faut relever la tête. Ils défendent des mesures essentielles au monde du travail : interdiction des licenciements, partage du travail entre tous sans diminution de salaire, augmentation du Smic à 1 700 euros net et de tous les salaires d'au moins 300 euros.

C'est ce que Philippe Poutou, candidat du NPA, ouvrier de l'automobile chez Ford, défend dans la campagne. Il ne s'amuse pas au jeu des promesses électorales et dit clairement que tout cela ne peut être obtenu que par un mouvement d'ensemble du monde du travail.

Augmentez les salaires ! Mais pas le sien !

Le 20 janvier, pendant qu'il participait au Forum des patrons à Davos, Ghosn a expliqué tranquillement à France 2 qu'une hausse de son salaire était « *logique* » car les ventes de Renault augmentent. Mais la « *logique* » ne vaut que pour lui... Quand les ventes baissent, ils gèlent nos salaires et quand elles sont en hausse...ils font la même chose !

La seule logique de la direction, c'est de faire toujours plus de profits. À nous d'imposer la nôtre !

Les faux comptes font les bons amis

L'affaire Pénélope Fillon a le mérite de révéler comment patrons et politiciens de tous bords se rendent service : la *Revue des deux mondes* qui l'a rémunérée 5000€ brut/mois entre mai 2012 et fin 2013 pour 2 ou 3 notes de lecture appartient à un ami de la famille : un certain Marc Ladreit de Lacharrière.

Ce milliardaire, patron du groupe Fimalac, siège au Conseil d'Administration de Renault mais est aussi administrateur du groupe Casino et de l'agence de notation Fitch...

Comme tous les actionnaires, il y surveille comment notre travail fait fructifier son capital. Être capitaliste : voilà le pire des emplois fictifs !

Vignette Crit'Air : un cadeau empoisonné ?

C'est maintenant officiel : pour lutter contre le réchauffement climatique, Renault offre à ses nouveaux clients la vignette Crit'Air. Avec la hausse des prix de vente des véhicules, offrir 4,18€ par véhicule vendu ne devrait pas trop plomber les profits du groupe.

Le seul problème, ça va être de savoir quand la dépollution fonctionne pour pouvoir changer de vignette selon les conditions de température extérieure...

Élémentaire mon cher Watson

En RUET, nous avons eu le droit à un magnifique kit sur la simplification du bulletin de paye. Si les chefs étaient bien incapables de nous en expliquer le détail, l'avantage c'est que le kit fournissait la loupe (slide 6) pour voir le montant tout riquiqui de nos salaires.

Pour nous, simplifier la feuille de paye, c'est vite vu : il suffit d'ajouter 300 euros nets au montant en bas à gauche !

Un geste pour la planète

Lors du pic de consommation d'électricité lié au froid, la direction locale nous conseillait de « *limiter ou arrêter l'alimentation des appareils électriques* ».

Mais quelle bonne idée ! D'ailleurs, on n'a qu'à appuyer bien fort sur le « *bouton rouge* » en faisant grève pour 300 euros par mois en plus pour tous.

VRP de Ghosn

En balade dans plusieurs UET de sa direction, le Vicomte de la Compét' a justifié l'individualisation des salaires (jusqu'à celui de Ghosn) et la mise en sous-traitance de bancs d'essais (« *parce qu'on ne trouve pas de Renault qui veulent venir* »...). Il espère qu'en nous

sortant ses balivernes et en nous habillant pour l'hiver avec quelques ustensiles badgés Alpine, on va oublier que nos salaires sont bloqués depuis 4 ans.

Une seule solution pour lui montrer qu'on ne croit pas à ses discours : sortir les blousons et débrayer ce matin !

Une impression de déjà-vu

De nouvelles imprimantes vont être installées à Lardy. Elles fonctionneront avec nos badges, soi-disant pour nous « *simplifier la vie* ». Ce ne serait pas plutôt pour faciliter le flicage ? Quand on apprend en plus que le nombre d'imprimantes « couleur » diminuerait, on comprend vite que l'objectif est, encore et toujours, de réduire les coûts.

Une seule solution pour se simplifier vraiment la vie : oublier tous les jours son badge à la maison !

Ça sent le gaz

La semaine dernière, lorsque, à l'heure du repas, une voiture de gendarmerie s'est garée devant l'entrée principale, on a d'abord cru à une nouvelle descente de la DGCCRF sur le site. Mais non, c'était une fuite de gaz de ville près du L16 qui a entraîné l'intervention des pompiers et l'évacuation d'une partie du bâtiment. Rien de dangereux donc pour la Bourse cette fois, mais plutôt pour les salariés : voilà Carlos soulagé.

Avec tous les directeurs qui viennent visiter le site en ce moment, on est passé près de la catastrophe. Mais comme ils ne font pas beaucoup d'étincelles, on n'avait finalement pas grand-chose à craindre.

La mécanique du profit

Accords de compétitivité, réductions d'effectifs... Les stratégies de PSA et de Renault se suivent et se ressemblent. Après la fermeture de Renault Rueil, PSA veut en faire autant avec son site d'Ingénierie Mécanique de La Garenne-Colombes, dans les Hauts-de-Seine. La direction de PSA lance une « étude » sur le transfert des salariés vers ses sites de Poissy et Carrières-Sous-Poissy, et jure qu'il ne s'agit pas de fermer La Garenne... comme pour Renault Rueil.

Un décret raciste

Vendredi 27 janvier est entré en vigueur un décret de Trump, bloquant l'accueil de réfugiés syriens et interdisant l'entrée sur le territoire américain aux ressortissants de 7 pays, parmi lesquels l'Irak, l'Iran, la Somalie ou encore la Syrie. Immédiatement, de nombreuses personnes habitant aux États-Unis ont été empêchées de rentrer chez elles. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, Trump attise le racisme et le nationalisme car c'est tout ce qu'il peut offrir à ses électeurs.

Mais il a provoqué l'indignation de défenseurs des migrants et la multiplication des manifestations de protestation dans les aéroports de nombreuses grandes villes du pays. Certains manifestants ont même réussi à bloquer l'expulsion de dizaines de passagers interpellés à leur arrivée. Voilà comment il faudra combattre la politique de Trump...